

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 19/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

rue du Breuil
25960 Deluz

Références : UID257090/SPR/MV/ST 2023 - 0523B
Code AIOT : 0005900239

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté rue du Breuil 25960 Deluz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 relative à l'accidentologie dans les SEVESO haut au travers du système de gestion de la sécurité ainsi que l'action régionale 2023 sur les équipements sous pression.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- rue du Breuil 25960 Deluz
- Code AIOT : 0005900239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz réalise la production et la distribution de gaz Butane et Propane sur le site de Deluz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 : retour d'expérience au travers du système de gestion de la sécurité ;
- gestion et suivi des équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 4 | Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69 | / | Sans objet |
| 11 | Contrôle de la plaque d'identification des ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Recensement des événements | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6 | / | Sans objet |
| 2 | Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5 | / | Sans objet |
| 3 | Audits et revues de direction | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7 | / | Sans objet |
| 5 | Contrôle de la liste des appareils à pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | / | Sans objet |
| 6 | Vérification des échéances de l'inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I | / | Sans objet |
| 7 | Analyse du compte rendu d'inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 | / | Sans objet |
| 8 | Vérification des échéances de la requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I | / | Sans objet |
| 9 | Analyse du compte rendu de requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|--|--|-------------------|
| 10 | Contrôle de l'état de l'équipement | Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de gestion de la sécurité du site Butagaz permet au travers de différentes procédures, la détection et la remontée des événements, des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques, ainsi que l'analyse de ces événements, l'identification des causes et les actions correctives à mettre en place.

L'exploitant effectue par ailleurs, un suivi régulier de ses équipements sous pression.

Des éléments de justification concernant certains des points de contrôle, détaillés dans le rapport ci-dessous, sont attendus de la part de l'exploitant dans un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des événements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. |
| Constats : Question : Quelle organisation/procédure est mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/accidents ? A qui cela est-il remonté ? L'exploitant dispose au sein de la GMAO d'une procédure générale référencée SE.PG/HE 01 pour la remontée des informations liées aux accidents et incidents. Les termes accident majeur, accident, incident, presque accident et situation dangereuse sont notamment définis au sein de cette procédure. Le déroulement de gestion de l'accident est également décrit par étape, avec l'étape d'alerte, d'investigation dans la journée, la déclaration d'accident, l'investigation dans la semaine, la reconstitution et l'analyse tripod. Cette procédure est déclinée au sein de la GMAO au travers de procédures plus spécifiques qui seront détaillées ci-dessous. Lors d'un accident ou incident, l'événement est remonté au travers d'un rapport référencé SE.PG.HE 01 qui est rentré au niveau de la GMAO, les informations sont transmises au groupe au niveau national avec une analyse tripod de l'événement puis une déclinaison sous forme de flash sécurité à l'ensemble du personnel au niveau national. Le rapport de l'incident du 22 novembre 2022 a été analysé lors de l'inspection. Il s'agit d'un incident sur un chariot élévateur rempli par le chef d'établissement qui a ensuite été remonté au coordinateur HSSE au niveau national. Il a découlé de ce rapport le flash sécurité n°12 – 2022 mentionnant le retour d'expérience et les actions correctives à mettre en place. Les flash incendie sont affichés au sein de chaque site et sont évoqués avec le personnel lors de réunion. A ce titre, des réunions autour de la sécurité sont programmées chaque mois. De plus, un rapport mensuel HSSE du groupe national est également établi mensuellement , il permet de faire remonter les accidents, le relevé du nombre d'appel d'urgence, les déplacements dans le mois de la société professionnelle d'assistance. Ces rapports sont aussi déclinés sous forme de flash mensuels et affichés au sein des sites. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances |
| Prescription contrôlée : Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. |
| Constats : Question : Quelle organisation est mise en place pour analyser les anomalies et défaillances ? Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place des ces mesures est-il réalisé? Lors d'anomalies ou de défaillances au niveau des mesures de maîtrise des risques (MMR) , il est prévu la création d'une fiche d'anomalie qui suit la procédure générale référencée MIPG.TM relative à maintenance et au suivi. La fiche d'anomalie est renseignée au niveau de la GMAO, puis une alerte automatique est envoyée au personnel concerné ainsi qu'aux responsables. Trois fiches d'anomalies ont été rédigées en 2022, celles-ci ont été vérifiées dans le cadre de la visite d'inspection, elles concernaient : - le déclenchement du jaugeur niveau haut du réservoir en chômage (présence d'humidité dans le coffret) ; - la détection gaz DG101 remplacée (en dérive négative) ; - le remplacement d'un module du bloc logistique de sécurité (impossibilité de réarmer le site suite déclenchement alarme). Les 3 fiches d'anomalie ont par ailleurs, bien été renseignées au niveau de la GMAO. Les fiches d'anomalie sont ensuite retranscrites par le niveau national en flash maintenance qui sont diffusés à l'ensemble du personnel et affichés au sein des sites. Le dernier flash maintenance en date du 12/04/2023 concerne la purge du circuit du réseau incendie. Par ailleurs, lors d'une anomalie ou une défaillance d'une MMR, une marche équivalente correspondant à ce qui a été défini dans l'étude de dangers est mise en place. Le directeur des opérations est systématiquement sollicité à ce sujet. Si le problème a déjà été mentionné plusieurs fois, cela conduit à l'ouverture d'une fiche d'expertise. Concernant les systèmes de réparation ou de remplacement, ils suivent la procédure de maintenance. A titre d'exemple pour les détections gaz, il s'agit de la fiche MI.PG/ TM 01 qui référence les vérifications périodiques (trimestrielles, semestrielles), les réglages initiaux, la remise en état, le détail des dysfonctionnement avec les défaillances, les causes et remèdes. Un test de vérification est systématiquement effectué pour valider la réparation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Audits et revues de direction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. |
| Constats : Question : Quelle est l'organisation mise en place et quelles sont les procédures pour permettre l'évaluation périodique et systématique de la PPAM et l'atteinte des objectifs ? La politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) du site de Deluz date de novembre 2020, elle a été signée par le directeur des opérations techniques, le chef d'unité d'exploitation et le responsable de site. Il est prévu une révision en 2025. La PPAM est déclinée opérationnellement lors de la revue de direction annuelle. La revue de direction permet de faire le bilan de l'année passée et de fixer les objectifs pour l'année suivante. Une note synthétique est produite à l'issue de la revue de direction et transmise à l'ensemble du personnel. Il a pu être analysé lors de la visite, la note issue de la revue de direction du 6 février 2023. A titre d'exemple, certains des objectifs fixés pour 2023 sont : <ul style="list-style-type: none">- la remontée des incidents terrain et la remontée des actions terrains positives ;- la mise en œuvre de formation par compagnonnage pour les maintenances de premier niveau ;- la mise à jour du document unique en lien avec le logiciel EasyRisk pour les remontées terrain ;- la réalisation de safetyWalk pour le HSSE une fois par an ;- la réalisation d'exercice ;- le développement de la télé-alerte ; Les objectifs sont renseignés de manière informatique sur l'outil EaysRisk, qui permet un suivi des échéances avec rappel systématique et traçabilité de toutes les interventions effectuées. Si des objectifs ne sont pas atteints, ils peuvent être reconduits l'année suivante. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p> |
| <p>Constats : Question : Quelle procédure est appliquée pour faire remonter les incidents/accidents à l'inspection des installations classées ?</p> <p>Depuis la reprise du site de Deluz par Butagaz en 1998, il ne s'est produit aucun accident sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel hygiène, sécurité, santé et sûreté référencé SE.SE/EH 01 indiquant l'organisation à suivre en cas d'accident avec notamment une mention concernant le rapport d'enregistrement des incidents/ accidents mentionné précédemment.</p> <p>Les services sécurité/maintenance, gestion des risques et risques industriels, au niveau national, analysent les accidents et déterminent la nouvelle politique à mettre en place.</p> <p>Concernant la remontée des accidents à la DREAL c'est le service HSE national qui indique quand cela est nécessaire. Pour le site de Deluz, il s'agit des événements en lien avec une perte de confinement.</p> |
| <p>Observations : Il n'y a pas de formalisation au sein d'une procédure de la démarche à suivre pour la transmission d'un rapport d'accident à l'inspection des installations classées. L'exploitant veillera à intégrer cette transmission de rapport au sein d'une procédure. Il veillera également à disposer d'un modèle de rapport précisant notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Les critères de l'échelle européenne pourront être judicieusement intégrés au modèle de rapport (quantités de matières dangereuses, conséquences humaines et sociales, conséquences environnementales ,conséquences économiques). L'exploitant transmettra ces éléments à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Contrôle de la liste des appareils à pression

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite, la liste des équipements sous pression (ESP) issue de la GMAO.</p> <p>Le système de la GMAO permet un suivi en temps réel des équipements sous pression, une information est envoyée par mail chaque mois au responsable pour le suivi des ESP.</p> <p>Une extraction a été réalisée le jour de la visite. Les tuyauteries et réservoirs sont inventoriés au sein de cette liste, certains équipements non soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017 apparaissent également.</p> <p>Pour chaque équipement, la liste mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none">- le repère- l'équipement- l'année de fabrication- le type- la soumission à l'arrêté ministériel du 20/11/2017- le volume- le DN- La PS/PT- le type de fluide- la catégorie- la date de déclaration de mise en service- le statut- les accessoires de sécurité- le régime de surveillance avec la date de la dernière et de la prochaine inspection périodique et la date de la dernière et de la prochaine requalification périodique ainsi que les périodicités associées. <p>Des équipements sont signalés comme au chômage (cas du réservoir V01) et désaffecté (cas de la tuyauterie de méthanol).</p> <p>Au vu des dates de réalisation des prochains contrôles, tous les équipements sont à jour de leur contrôle périodique.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> |
| <p>Constats : Le respect des échéances réglementaires d'inspection périodique a été vérifié par échantillonnage au niveau de deux équipements, le réservoir sous talus de propane V02 ainsi que l'évaporateur EVA 01.</p> <p><u>Pour le réservoir sous talus de propane V02 :</u></p> <p>Les informations suivantes sont renseignées dans la fiche de vie de l'équipement et au sein de la liste d'ESP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Type d'équipement : récipient - n° d'équipement : 7/197-200 / V02 - fabricant : IDESSA - année de fabrication : 1998 - PS :13 bar - Volume : 6000L - groupe 1 - état du fluide : GPL - nature du fluide : gaz de groupe 1 / propane - régime de surveillance : équipement soumis à plan d'inspection (référéncé PI-DLGL-V02-R0) équipement soumis à inspection périodique (périodicité appliquée par l'exploitant 40 mois), équipement soumis à requalification périodique (périodicité appliquée par l'exploitant 10 ans). - date de la dernière requalification/ inspection périodique : 25/06/2021, date de la prochaine inspection périodique : 25/10/2024, date de la prochaine requalification périodique : 25/06/2031 <p><u>Pour l'évaporateur EVA 01 :</u></p> <p>Les informations suivantes sont renseignées dans la fiche de vie de l'équipement et au sein de la liste d'ESP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Type d'équipement : récipient - n° d'équipement : 3133 - fabricant : BARNEOUD - année de fabrication : 1998 - PS : 16 bar |

- Volume : 160 L
- groupe 1
- état du fluide : GPL
- nature du fluide : gaz de groupe 1 / propane
- régime de surveillance : équipement soumis à inspection périodique (périodicité appliquée par l'exploitant 40 mois), équipement soumis à requalification périodique (périodicité appliquée par l'exploitant 10 ans).
- date de la dernière requalification : 28/09/2018 , date de la dernière inspection périodique : 17/11/2021, date de la prochaine inspection périodique : 17/03/2025 , date de la prochaine requalification périodique : 28/09/2028

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats : Les compte-rendus d'inspection périodique ont été vérifiés par échantillonnage sur les deux équipements mentionnés précédemment réservoir sous talus de propane V02 et évaporateur EVA 01).

Pour le réservoir sous talus de propane V02 :

Le dernier contrôle est une requalification périodique, le détail du rapport lié à cette requalification est mentionné dans les constats suivants.

Pour l'évaporateur EVA 01 :

L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de l'inspection périodique en date du 17/11/2021 réalisée par Bureau Veritas. Le compte-rendu est cohérent avec les éléments mentionnés dans la liste des ESP et dans la fiche de vie de l'équipement. Le compte-rendu est daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique. Il ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vérification des échéances de la requalification périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p>Constats : Le respect des échéances réglementaires de requalification périodique a été vérifié par échantillonnage au niveau de deux équipements, le réservoir sous talus de propane V02 ainsi que évaporateur EVA 01.</p> <p><u>Pour le réservoir sous talus de propane V02 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - date de la dernière requalification périodique : 25/06/2021 - date de la prochaine requalification périodique : 25/06/2031 <p><u>Pour l'évaporateur EVA 01 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - date de la dernière requalification périodique : 28/09/2018 - date de la prochaine requalification périodique : 28/09/2028 |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. |
| <p>Constats : Les compte-rendus de requalification périodique ont été vérifiés par échantillonnage sur les deux équipements mentionnés précédemment (réservoir sous talus de propane V02 et évaporateur EVA 01).</p> <p><u>Pour le réservoir sous talus de propane V02 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de la dernière requalification périodique en date du 25/06/2021 réalisée par Bureau Veritas.</p> <p>L'attestation est référencée 10577143/ S3.6.1 et comprend la version du plan d'inspection en vigueur, la synthèse des contrôles, la références des rapports de ces contrôles. L'attestation est cohérente avec les éléments mentionnés dans la liste des ESP et dans la fiche de vie de l'équipement. L'attestation est datée et signée par la personne ayant réalisé la requalification périodique. Elle ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service.</p> <p><u>Pour l'évaporateur EVA 01 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de la dernière requalification périodique en date du 28/09/2018 réalisée par l'APAVE.</p> <p>L'attestation est référencée 4-111534.</p> <p>Elle est cohérente avec les éléments mentionnés dans la liste des ESP et dans la fiche de vie de l'équipement. L'attestation est datée et signée par la personne ayant réalisé la requalification périodique. Elle ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Contrôle de l'état de l'équipement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...] |
| Constats : L'inspection des installations a réalisé, par échantillonnage a un contrôle visuel de deux équipements sous pression, l'évaporateur EVA 01 et la tuyauterie 250 EV 01 (le réservoir V02 n'étant pas aisément accessible le jour de l'inspection). Il n'y a pas de dégradation ou de déformation apparente des équipements, il n'a pas été constaté de fuites ni d'échappement, l'état général est satisfaisant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions. |
| Constats : Il a été procédé par échantillonnage à l'analyse de la plaque de l'évaporateur EVA 01. La plaque est lisible est comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - PS: 16 bar - Volume : 160 L - fabrication : 1998 - n° équipement : 3133 Le marquage par poinçon tête de cheval a été observé avec comme date 09/2018, ce qui est cohérent avec le contrôle documentaire effectué précédemment. <p>Cet équipement dispose d'un accessoire de sécurité (soupape). Du fait de la hauteur de celle-ci, il n'a pas pu être procédé à la vérification.</p> <p>La plaque du réservoir sous talus V02 n'a pas pu être observé du fait d'un problème d'accessibilité le jour de l'inspection.</p> |
| Observations : L'exploitant transmettra dans un délai de 15 jours, des photographies des plaques du réservoir sous talus V02 ainsi que de la soupape de sécurité associée à l'évaporateur EVA 01 |
| Il a pu être observé lors du contrôle terrain des incohérences de dénomination entre la GMAO et les équipements, ce qui est le cas de la tuyauterie 150 PP 01. L'exploitant devra procéder à un contrôle de cohérence entre les renseignements informatiques et la réalité du terrain et corriger les erreurs si nécessaire. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |